**[53:A:3]**

 **Affidavit**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*]

 Je soussignée, [*nom*], de la/du [*cité,* *ville, etc.*] de ..., dans le/la [*comté, municipalité régionale, etc.*] de ..., femme d'affaires, DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Je suis la propriétaire inscrite de la propriété qui est située au [*adresse*] et dont la description légale est la suivante : [*description légale du bien-fonds*]. J'ai acquis la propriété en vertu d'un acte formaliste daté du [*date*] et enregistré sous le numéro [*numéro*] au bureau d'enregistrement des actes de la division d'enregistrement des actes du comté de ... Je suis également la requérante dans la présente affaire.

2. Par un acte formaliste daté du [*date*] et enregistré sous le numéro [*numéro*], [*nom*] et [*nom*], aujourd'hui décédés, ont cédé le bien-fonds précité à [*nom*]; cet acte formaliste fait partie des titres successifs relatifs au bien-fonds dont je suis propriétaire.

3. L'acte formaliste mentionné au paragraphe 2 contient les restrictions suivantes :

 [*énumérer les covenants restrictifs*]

Une copie de l'acte en question est jointe comme pièce «A».

4. À l'époque de la signature de la pièce «A», la route existante, qui forme la limite ouest de la propriété décrite ci-dessus, n'était pas ouverte; seule la partie du terrain attenante au côté nord du Chemin [*nom*] avait fait l'objet de travaux de construction.

5. Pour construire une route, le ministère des Transports et des Communications a ouvert le bien-fonds à partir de la limite nord du Chemin ..., à travers le lot [*numéro*], jusqu'à l'intersection de la route actuelle et de la rue ...

6. [*Nom*] et [*nom*], les cédants aux termes de l'acte formaliste mentionné au paragraphe 2, étaient les propriétaires en fief simple des biens-fonds attenants aux deux côtés de la route et se prolongeant de la limite nord du Chemin ... jusqu'à l'intersection de l'avenue ... et de la route, à la limite ouest de la rue ... Le [*date*], un plan de lotissement daté du [*date*] a été enregistré sous le numéro [*numéro*] relativement à la propriété.

7. [*Nom*] a cédé tous les biens-fonds se trouvant du côté est de la route à partir de la limite nord du Chemin ... jusqu'à l'intersection de la route et de la limite ouest de la rue ... [*nom*] n'a d'aucune façon restreint l'utilisation des biens-fonds ainsi cédés, sauf en ce qui concerne ceux qui m'ont été cédés. Par conséquent, dix immeubles commerciaux ont été construits sur ces biens-fonds et différentes entreprises y sont exploitées. Par contre, aucun immeuble d'habitation n'a été construit sur les biens-fonds en question.

8. L'ouverture de la route à travers les biens-fonds de [*nom*] a changé le visage du voisinage, et plus particulièrement des biens-fonds formant le triangle délimité par la route, la rue ... et le Chemin ... Cet ancien quartier résidentiel est maintenant un quartier commercial. Ma propriété se trouve dans ce triangle.

9. Le Conseil de planification régionale de ... a levé les restrictions sur le caractère résidentiel qui grevaient la partie du côté sud du Chemin ... se prolongeant de la rue ... à la ruelle ... Depuis que j'ai acquis ma propriété, je l'utilise comme maison de chambres pour touristes, et [*nom*] n'a jamais formulé d'objection quant à cette utilisation.

10. Sur plusieurs kilomètres au nord du Chemin ..., le long de la route, et sur plusieurs kilomètres à l'ouest de la route, le long du Chemin, se trouvent un grand nombre de constructions résidentielles. Cette expansion domiciliaire a renforcé la nécessité d'un quartier commercial pour la zone précitée.

11. Je connais le voisinage et je considère qu'il est dans l'intérêt véritable des résidents du quartier que la zone commerciale actuelle soit étendue pour répondre aux besoins de leur collectivité, qui ne fait que s'accroître. Selon moi, la suppression des restrictions précitées sur la propriété décrite au paragraphe 1 servirait les intérêts de cette collectivité.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.